



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
CHAMPAGNE-ARDENNE

Ville de
SAINTDIZIER

**CONVENTION CADRE ENTRE LA LPO CHAMPAGNE-
ARDENNE ET LA COMMUNE DE SAINT-DIZIER RELATIVE A
L'ACCOMPAGNEMENT AUX ACTIONS EN FAVEUR DE
PRESERVATION ET LA RESTAURATION DE LA
BIODIVERSITE**

AVRIL 2021

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT RELATIVE A L'EDUCATION A L'ACCOMPAGNEMENT AUX ACTIONS EN FAVEUR DE PRESERVATION ET LA RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE

Entre,

La commune de SAINT-DIZIER, représenté par M. Quentin BRIERE, maire de SAINT-DIZIER d'une part,
Et

La LPO Champagne-Ardenne, association loi 1901 qui dont le siège social est localisé à Der Nature, Ferme des Grands Parts, D13 - 51290 OUTINES, représentée par Etienne CLEMENT, son président.

Etant préalablement exposé que

La **préservation de la biodiversité** est aujourd'hui considérée comme l'un des enjeux majeurs de la protection de l'environnement, mis dorénavant sur un plan d'égalité avec la lutte contre le changement climatique.

La commune de SAINT-DIZIER est engagée dans un programme d'actions visant à mettre en œuvre une large et dynamique politique de préservation de l'environnement et de lutte contre le déclin de la biodiversité.

La LPO Champagne-Ardenne, association loi 1901 agréée au titre de la protection de la Nature par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable agit pour la faune sauvage, la nature et l'Homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation

Pour cela et conformément à ses statuts, elle travaille notamment à :

- Favoriser l'étude, la protection des différentes espèces (animales et végétales), de leur condition de vie et de leurs habitats et en particulier de celles qui sont rares et menacées en Champagne-Ardenne,
- Conduire des opérations de sensibilisation et d'information sur la faune sauvage et ses milieux naturels, notamment à destination de la jeunesse,
- Mener des actions en faveur de la promotion, de l'application et du respect des lois et règlements concernant la protection des espèces et des milieux.

Parmi ses moyens, elle peut mobiliser :

- Des études scientifiques, des suivis de population et des enquêtes,
- Des activités d'animation, d'éducation et de formation à l'environnement et au patrimoine naturel,
- La création, le soutien à la création, l'acquisition et la gestion d'espaces naturels bénéficiant ou non d'un statut de protection particulier.

Elle est membre de la LPO Nationale, Créée en 1912, qui mène des actions de sensibilisation, de protection et d'information, ainsi que des études scientifiques qui permettent une meilleure connaissance et protection de l'avifaune et des milieux qu'elle fréquente. Elle assure également, au niveau national, la gestion des réserves naturelles et autres sites d'intérêt biologique majeur. Elle est le représentant Français de BirdLife international, organisation mondiale pour la conservation des oiseaux sauvages et de leurs habitats, sur l'ensemble du territoire français métropolitain et outre-mer. Ses moyens d'action sont issus du bénévolat, des dons, legs, mécénats et, plus généralement, des partenariats privés et publics

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION CADRE

La présente convention a pour objectif de définir :

- les objectifs poursuivis conjointement par la commune de SAINT-DIZIER et la LPO Champagne-Ardenne,
- les modalités de suivi et de mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2 de la convention-cadre.

ARTICLE 2 – PLAN D' ACTIONS DE LA CONVENTION

L'ensemble du programme d'actions s'inscrit dans la politique de développement durable menée par la Ville de St-Dizier. Il est également compatible avec les valeurs et les statuts de la LPO.

AXE 1 - CONNAISSANCE DU TERRITOIRE :

Protéger c'est d'abord connaître ! Afin de favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les politiques et actions locales, il est essentiel de connaître le niveau de diversité, les points forts et les points faibles de son territoire.

Cette connaissance pourra notamment s'appuyer sur :

- La mise en œuvre d'un Diagnostic de la Biodiversité Communale (DBC) sur les espaces naturels publics de la commune,
- La mise à disposition d'informations naturalistes extraites de la base de données de la LPO afin de guider au mieux la politique de la ville en tenant compte de Biodiversité présente.

AXE 2 - MEDIATION :

La cohabitation peut parfois être compliquée entre faune et humains. Salissures, odeurs, regroupements bruyants, peurs, phobies, pièges mortels involontaires sont autant de cas de figures qu'il faut pouvoir gérer et traiter.

La LPO est en mesure de proposer dans la majeure partie des cas des solutions douces et respectueuses des animaux qui en sont la cause ou qui en sont victimes.

AXE 3 - SENSIBILISATION :

La sensibilisation du public à la nature et l'éducation à l'environnement jouent un rôle indispensable pour la préservation de notre patrimoine naturel et pour comprendre l'importance de la conservation de la nature et de passer à l'action pour mieux la protéger :

Sur la demande de la collectivité, la LPO pourra proposer :

- des formations ou sensibilisations aux agents communaux,
- une participation à des actions de communication propres à chacun des deux partenaires
- la collectivité s'engage à faire connaître auprès des écoles de la ville le programme d'éducation à l'environnement de la LPO ainsi que les dispositifs financiers permettant de les mettre en œuvre (aides régionales en particulier).

AXE 4 - PRESERVATION :

L'accompagnement de la LPO Champagne-Ardenne vise à renforcer l'action de la collectivité pour la préservation de la biodiversité et à mobiliser des leviers pour la restaurer lorsqu'elle est dégradée

- Définition des enjeux de biodiversité (espèces et milieux à enjeux) sur les sites communaux et sur les actions (travaux d'aménagements) portés par la commune,
- Sollicitation pour conseil et visite de terrain avant travaux dans le but de préserver la biodiversité,
- Propositions d'aménagements pour limiter et/ou compenser l'impact en matière de biodiversité de certaines opérations portées par la commune,

- Préconisations de gestion,
- Création et mise en place d'aménagements propices à la biodiversité,
- Mise en place et gestion de zones refuges...

La LPO reste libre d'accepter ou non de répondre aux sollicitations de la collectivité en fonction des objectifs de ses statuts.

ARTICLE 3 – MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION CADRE

Une réunion de suivi est mise en place trimestriellement pour veiller à la mise en œuvre des objectifs de la convention cadre et, en tant que de besoin, procéder aux ajustements nécessaires. Elle permet également de présenter les réalisations de son programme d'actions de l'année et de programmer les actions à venir. Une réunion de synthèse plus prospective se tiendra chaque année au cours du dernier trimestre. Toute autre réunion peut être mise en place à la demande d'un des partenaires, en cas de besoin pour la bonne mise en œuvre de la présente convention.

Article 5 : DETERMINATION DU COÛT DES ACTIONS

Suite à la réunion de synthèse, la mise en œuvre des actions subventionnées (sensibilisation, connaissance, médiation...) se fera, chaque année, sur la base d'un avenant, en concertation avec les services municipaux durant la période 2022-2024.

Chaque action indiquée fera l'objet d'une rémunération spécifique et sera chiffrée. La participation communale y sera indiquée. Pour mettre en œuvre ces actions, des co-financements sont possibles et peuvent être recherchés par les deux parties. Le budget global du programme d'actions est donc estimé de manière annuelle.

Exemple : Le Diagnostic de la Biodiversité Communale est la base de cette convention. Son coût est estimé autour de 4500 euros. La ville et la LPO s'engagent à chercher les moyens nécessaires pour le mettre en œuvre en début de convention.

Article 5 : MODALITE DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La ville de St-Dizier Communauté procédera à :

- Un versement de 30% de la rémunération annuelle au démarrage des actions,
- Le solde sera versé après transmission, contrôle et présentation à la collectivité d'un bilan d'activités techniques (rapport, Compte-rendu selon les cas).

Les versements seront effectués au Crédit Mutuel de Vitry-le-François sur le compte de la LPO Champagne-Ardenne

ARTICLE 6 – DURÉE ET RECONDUCTION

La convention de partenariat est conclue pour 4 années civiles, effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle prend effet à compter de la date de sa signature, au titre de l'année civile en cours. Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée à son terme, suite à l'évaluation du programme d'actions.

ARTICLE 7 - AVENANTS - DENONCIATION - RESILIATION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La résiliation de la présente convention ne pourra se faire, s'il y a lieu, que sur demande de l'une ou l'autre des parties, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La date de

résiliation prendra effet 6 mois après la date de réception de cette lettre recommandée. Cette demande de résiliation devra en outre comporter un avis motivé propre à la justifier.

En cas de contestation, litige ou autre différend, concernant l'application de cette convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Chalons-en-Champagne.

Fait en deux exemplaires,

A Saint-Dizier, le

Le Maire de Saint-Dizier

Le Président de la LPO Champagne-Ardenne